



Cinquante-quatrième session

7 décembre 1999

Documents officiels

Original: français

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 35^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 11 novembre 1999, à 10 heures

Présidente: Mme Wensley (Australie)
puis : M. Sial (Vice-Président) (Pakistan)
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires :* M. Mselle

Sommaire

Point 121 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal
2000-2001 (*suite*)

Première lecture (suite)

Chapitre 27. Gestion et services centraux d'appui (suite)

Titre IX. Contrôle interne

Titre X. Activités administratives financées en commun et dépenses
spéciales

Chapitre 28. Contrôle interne

Chapitre 29. Activités administratives financées en commun

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

La séance est ouverte à 10 heures.

Point 121 de l'ordre du jour : Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 (suite)
(A/54/6/Rev.1, A/54/7, A/54/16)

Première lecture (suite)

Chapitre 27. Gestion et services centraux d'appui (suite) (A/C.5/54/17, A/C.5/54/21)

1. **M. Barnwell** (Guyana), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe, qui attache une grande importance au programme de gestion des ressources humaines (chap. 27C du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001), estime que l'Organisation doit offrir les meilleures conditions d'emploi à son personnel, qui doit pour sa part faire tout son possible pour répondre par son comportement aux attentes des États Membres, stimulé par un système bien défini de primes de rendement ou de gratifications, et de sanctions en cas d'insuffisance professionnelle.

2. S'agissant de la délégation de pouvoir, le Groupe des 77 et la Chine soulignent qu'elle doit respecter strictement les termes de la résolution 53/221 de l'Assemblée générale. C'est le cas aussi pour la réforme de la gestion des ressources humaines évoquée au paragraphe 27C.19 du projet de budget-programme, et pour l'emploi de consultants au Secrétariat (dont il est question dans le tableau 27C.13), les directives figurant dans le document A/53/385 ayant été modifiées par l'Assemblée générale dans la section VIII de ladite résolution et ne devant donc être appliquées qu'en stricte conformité avec les dispositions de cette section. Le Groupe des 77 et la Chine regrettent que la recommandation formulée par le Comité du programme et de la coordination (CPC) au paragraphe 439 de son rapport (A/54/16) n'ait pas été suivie, le texte explicatif révisé (A/C.5/54/17) ne tenant pas suffisamment compte des dispositions de la résolution 53/221 de l'Assemblée générale. Ils aimeraient que le Secrétariat précise comment la refonte d'un paragraphe, et non pas de l'ensemble du texte explicatif, permet d'intégrer les dispositions de la résolution.

3. Les problèmes soulevés par la note du Secrétaire général sur les politiques et les pratiques en matière de personnel (A/C.5/54/21) seront à examiner au titre du point de l'ordre du jour concernant la gestion des ressources humaines (point 164), et le Groupe propose donc d'inclure la note parmi les documents relatifs à ce point. Il tient toutefois à dire d'ores et déjà combien la teneur du paragraphe 10 lui semble préoccupante : accepter la proposition du Secrétaire général équivaudrait à faire participer le

Secrétariat au processus intergouvernemental de décision, qui est du ressort exclusif des États Membres. Le Groupe n'est donc pas en mesure de soutenir la proposition avancée au paragraphe 10 de la note A/C.5/54/21.

4. S'agissant de l'administration à Nairobi (chap. 27G du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001), le Groupe des 77 et la Chine sont déçus des prévisions de dépenses concernant l'Office des Nations Unies à Nairobi. Ils rappellent que l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général, dans sa résolution 52/220, «d'aligner les arrangements financiers de l'Office [...] sur ceux des autres bureaux administratifs analogues de l'Organisation». Il est dit dans le projet de budget-programme (par. 27G.2) que le Secrétaire général s'est engagé à augmenter progressivement la part des dépenses de l'Office des Nations Unies à Nairobi imputée au budget ordinaire, mais le Groupe constate avec préoccupation que l'Office est encore très largement financé au moyen de ressources extrabudgétaires. Or, il importe que tous les centres des Nations Unies soient traités sur un pied d'égalité. C'est ce qui a porté le Conseil d'administration à noter, au paragraphe 7 de la section II de sa décision 20/31 [A/54/25 (Suppl.)], l'écart considérable entre le montant des fonds alloués au titre du budget ordinaire de l'ONU à l'Office des Nations Unies à Nairobi et le montant alloué aux autres offices des Nations Unies. Le Groupe des 77 et la Chine souhaitent à cet égard des informations sur les mesures concrètes que le Secrétaire général a prises pour donner effet à la résolution 52/220, en particulier pour ce qui est d'accroître les ressources consacrées à l'Office des Nations Unies à Nairobi. Le Groupe relève qu'un certain nombre de postes importants doivent y être financés au moyen de ressources extrabudgétaires, et s'en inquiète, n'étant pas certain que l'on puisse obtenir la totalité de ces ressources. Il souhaite que le Secrétariat lui indique ce qui serait fait au cas où ces ressources ne se matérialiseraient pas.

5. Comme le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/54/7, par. VIII.111), le Groupe relève avec préoccupation qu'il n'existe pas actuellement de procédure convenue pour calculer le montant total des dépenses de l'Office et les taux de remboursement des services fournis aux autres organisations sises à Nairobi. Les coûts afférents à l'Office devaient être présentés de façon uniforme avant la présentation du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001.

6. Le Groupe s'inquiète de ne trouver aucun changement dans les ressources prévues pour les services de conférence à Nairobi, qui sont essentiels au fonctionnement

de l'Office. Il demande que les ressources nécessaires soient allouées pour l'exercice biennal 2000-2001, afin qu'il y ait à Nairobi un Office des Nations Unies à part entière, avec des services de conférence de même niveau que dans les autres offices des Nations Unies.

7. La procédure de rétrofacturation ou facturation interne (par. 27G.9 et 27G.41), qui est lourde, aléatoire et peu transparente, devrait être remplacée par d'autres modalités plus simples et plus fiables.

8. Le Groupe souhaite par ailleurs connaître les répercussions sur l'Office du processus de fusion des services administratifs, notamment pour ce qui est des dépenses d'administration et de l'exécution des programmes. Il tient à réaffirmer que la réforme ne doit pas se faire aux dépens de l'exécution des programmes.

9. Le Groupe compte qu'il sera répondu en séance aux questions qu'il a soulevées, qu'il entend évoquer également lors des consultations officieuses.

10. **M. Odaga Jalomayo** (Ouganda) dit que sa délégation s'associe à la déclaration du représentant du Guyana au nom du Groupe des 77 et de la Chine. Constatant un pourcentage élevé de postes vacants au chapitre 27A, il s'interroge sur les raisons de cet état de choses, et voudrait savoir comment ont été assurées les fonctions s'attachant à ces postes. De même, il ne trouve pas d'explications suffisantes à la suppression de postes à ce chapitre. S'agissant de la Commission paritaire de recours, il aimerait savoir où en sont les affaires en instance devant la Commission. En ce qui concerne les services de secrétariat de la Cinquième Commission et du Comité du programme et de la coordination, il s'étonne de ne les voir mentionnés qu'en une ligne, alors que ce sont manifestement des services d'une importance primordiale.

11. Au chapitre 27B, l'Ouganda est favorable à l'accroissement des ressources prévues. Il souhaiterait un rapport sur l'état d'avancement de la mise en service du module 3 du Système intégré de gestion (SIG), si important pour le budget. Il constate par ailleurs qu'il n'a pas été mis au point de formule permettant de calculer la part des frais de maintenance de réseau revenant à chacun des services utilisateurs, et aimerait des précisions à ce sujet. On peut se féliciter que les départements puissent désormais acheter eux-mêmes leurs ordinateurs individuels, mais la disparition de ce genre de matériel à l'Organisation accuse un rythme alarmant, qui appelle des explications du Secrétariat. Enfin, la révision du Règlement financier et règles de gestion financières sera la bienvenue, mais devra être pleinement conforme aux résolutions de l'Assemblée générale.

12. Pour ce qui est du chapitre 27C, l'Ouganda pense avec le Comité consultatif (A/54/7, par. VIII.32 et VIII.33) que l'emploi des technologies nouvelles devrait permettre d'éliminer la complexité et la lenteur des procédures de mutation et de recrutement au Secrétariat, qui sont cause d'un pourcentage élevé de postes vacants. Un autre problème qui se pose à ce chapitre est celui des concours et de l'organisation des carrières : l'Ouganda est préoccupé du risque de voir des effectifs pléthoriques au sommet du Secrétariat. Étant donné l'importance des activités de formation, on aimerait que les ressources correspondantes soient présentées de manière plus transparente. Pour ce qui est de la délégation de pouvoir, l'Ouganda s'associe à la position exprimée à la séance précédente par Cuba et tient à ce que les recommandations formulées par le Comité consultatif au paragraphe VIII.30 de son rapport soient bien comprises et strictement suivies. Enfin, la rationalisation des procédures au Département de la gestion des ressources humaines ne semble pas avoir suffisamment progressé.

13. Au chapitre 27D, l'Ouganda s'interroge sur les causes du pourcentage élevé de postes vacants : correspond-il à un souci d'économie? Pour ce qui est de la sécurité et de la sûreté, la délégation ougandaise est tout à fait favorable à la réalisation d'une étude d'experts détaillée, comme le recommande le Comité consultatif au paragraphe VIII.39. Elle souhaiterait par ailleurs des précisions sur les services de détection des explosifs.

14. Il semblerait rationnel de regrouper le SIG et les services informatiques en une seule unité administrative, et la délégation ougandaise aimerait qu'on lui explique ce qui s'y oppose. On peut s'étonner à ce propos que le nombre d'utilisateurs prévus du SIG soit si faible. Par ailleurs, le système à disques optiques est très utilisé par les missions, mais elles éprouvent parfois des difficultés à se brancher; là aussi une explication serait la bienvenue.

15. S'agissant des services communs, la délégation ougandaise aimerait un rapport détaillé sur les travaux d'imprimerie à New York et à Genève. Pour ce qui est des achats, des voyages et des transports, elle se félicite que le Comité consultatif ait demandé au Comité des commissaires aux comptes d'évaluer l'efficacité des mesures de réforme des achats. Notant enfin que l'Organisation fait appel à une seule agence de voyages, elle aimerait avoir des explications détaillées sur cet état de choses, se demande si cette agence connaît bien les difficultés que l'on peut avoir à voyager dans certaines régions du monde, et souhaite savoir quelles recettes l'Organisation perçoit pour l'usage des locaux occupés par cette agence au Secrétariat.

16. Pour ce qui est de la gestion des installations, la délégation ougandaise est préoccupée comme nombre d'autres délégations de l'état du bâtiment du Secrétariat, notamment de la présence éventuelle d'amiante, et aimerait des précisions actualisées sur ce point.

17. **Mme Aragon** (Philippines), parlant du chapitre 27C, rend hommage à la mémoire des hommes et des femmes qui ont donné leur vie au service de l'Organisation, et appelle à nouveau les États Membres à signer et ratifier, comme les Philippines l'ont déjà fait, la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé.

18. La délégation philippine se félicite de l'importance accordée par le Secrétaire général à la formation et au perfectionnement du personnel, et soutient l'accroissement de ressources prévu pour les programmes correspondants.

19. Estimant que la considération dominante dans le recrutement et la promotion des fonctionnaires doit être la nécessité de disposer de personnel possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, la délégation philippine considère que le recrutement, la nomination et la promotion des fonctionnaires doivent être sans distinction de nationalité, de race, de sexe ou de croyance, conformément aux principes et aux objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans le Statut et le Règlement du personnel.

20. En ce qui concerne le texte explicatif révisé du chapitre 27C (A/C.5/54/17), la délégation philippine en a pris bonne note, mais tient à rappeler ses sérieuses réserves au sujet du paragraphe 22 de la section V de la résolution 53/221, qui prévoit d'aligner sur les concours nationaux le concours de promotion de la catégorie des services généraux à celle des administrateurs. L'effet de cette disposition équivaudrait à refuser aux agents des services généraux (des femmes en majorité), en raison de leur nationalité, la possibilité d'être promus à la catégorie des administrateurs par le biais de ce concours. Bien consciente de l'effort que représente pour ces agents la poursuite, à leurs propres frais, d'études universitaires aboutissant à un diplôme qui leur permette de se qualifier pour le concours, la délégation philippine considère que ce dernier est à considérer comme une modalité de promotion et non pas de recrutement, et que les agents de toute nationalité doivent avoir des chances égales d'être promus. Elle se félicite à cet égard de la note du Secrétaire général sur la question (A/C.5/54/2), a pris note du rapport correspondant du Comité consultatif (A/54/450), et espère que le Bureau de la Cinquième Commission, en établissant le programme de travail, tiendra dûment compte de son intérêt pour cette question.

21. Enfin, la délégation philippine engage à nouveau le Secrétaire général à redoubler d'efforts pour accroître la représentation des femmes de pays en développement aux postes de direction.

22. **M. Fedorov** (Fédération de Russie) note d'abord que le Secrétariat ne tient pas compte de ce qui a été décidé au paragraphe 4 de la section I de la résolution 53/221 de l'Assemblée générale, et publie des documents relatifs à la gestion des ressources humaines sans y indiquer ce point de l'ordre du jour (c'est le cas du document A/C.5/54/17).

23. Pour ce qui est de la note du Secrétaire général concernant les politiques et les pratiques en matière de personnel (A/C.5/54/21), la délégation russe partage l'inquiétude du Groupe des 77, voyant un lien direct entre cette note et celle qui a trait aux concours pour la promotion à la catégorie des administrateurs de fonctionnaires d'autres catégories (A/C.5/54/2). Elle est mécontente que le Secrétariat tente de faire un problème général d'un point particulier (sur lequel elle reviendra) car cela complique les relations du Secrétariat avec l'Assemblée générale, de même qu'avec le Comité consultatif et la Cinquième Commission. La façon dont le Secrétariat interprète le paragraphe 103 du rapport du Comité consultatif ne correspond pas à celle de la Fédération de Russie, qui estime que si le Secrétariat est appelé à présenter une analyse générale des politiques en matière de personnel poursuivies en application des décisions de l'Assemblée générale, cette analyse ne doit en aucun cas viser à faire modifier les procédures de décision au sein de la Cinquième Commission.

24. Il importe également que le Secrétariat communique, sans rien omettre, les informations les plus complètes et détaillées sur les problèmes de personnel, avant et pendant l'examen de la gestion des ressources humaines; or les membres du Secrétariat à tous les niveaux en ont bien la possibilité, au cours des séances officielles de la Cinquième Commission comme des consultations officieuses consacrées à la coordination des futures résolutions. Une telle procédure démocratique de préparation des décisions sur les questions de personnel, bénéficiant de la participation directe et active de représentants du Secrétariat, permettra à ces derniers d'informer pleinement les délégations dans ce domaine, ce qui est fort utile. En revanche, la délégation russe s'oppose catégoriquement à ce que le Secrétariat tente d'apporter des aménagements ou de présenter des observations visant des dispositions convenues par consensus avant l'adoption de décisions ou de projets de résolution.

25. **M. Moktefi** (Algérie) s'associe à la déclaration faite par le représentant du Guyana au nom du Groupe des 77

et de la Chine. En ce qui concerne le chapitre 27A (Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion), il partage les préoccupations déjà exprimées par un certain nombre de délégations devant l'augmentation du nombre de contentieux en souffrance dans le système de justice interne. Pour ce qui est du chapitre 27B (Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité), il estime comme le Comité consultatif (A/54/7, par. VIII.12) que l'on devrait revoir le financement des postes de la Division du financement du maintien de la paix. Ceux-ci en effet correspondent à des fonctions à caractère permanent. Eu égard à la section 27C (Bureau de la gestion des ressources humaines), M. Moktefi estime lui aussi qu'il convient d'alléger les procédures de recrutement de l'Organisation, de ne pas recourir à des consultants et des experts pour remplir des fonctions qui devraient être attribuées au personnel permanent de l'Organisation, et d'inciter le Bureau de la gestion des ressources humaines à consentir des efforts supplémentaires pour améliorer la représentation géographique.

26. Se référant au rapport du Comité consultatif, M. Moktefi déplore l'absence continue de transparence dans la présentation des ressources requises pour la formation du personnel (A/54/7, par. VIII.25) et il demande à cet égard une amélioration dans la rédaction du projet de budget-programme de l'exercice biennal suivant. À propos du paragraphe VIII.30, qu'il approuve, il précise que nulle délégation de pouvoir ne saurait intervenir sans l'approbation préalable de l'Assemblée générale. Il approuve aussi le paragraphe VIII.43, qui vise à établir une distinction dans le budget entre les ressources qui seraient consacrées à la maintenance, à l'assistance opérationnelle et à la rénovation des infrastructures et celles qui seraient destinées à être investies dans les nouvelles technologies. Concernant le paragraphe VIII.47, il demande au Secrétariat quelles sont les raisons du faible nombre d'utilisateurs du SIG. Il pense comme le Comité consultatif (par. VIII.57) que la priorité doit être donnée aux activités qui se prêtent à la mise en place de services communs, sur la base de critères d'efficacité, de productivité et de rentabilité et il approuve la recommandation faite au paragraphe VIII.58. Il s'associe aux remarques du représentant de l'Ouganda concernant l'agence de voyage et évoque à ce propos la cherté des billets vendus par l'agence. Il demande enfin pourquoi rien n'est fait pour protéger le matériel informatique dans les locaux du Secrétariat.

27. Le représentant de l'Algérie fait observer, au sujet du paragraphe VIII.99, que le problème de l'amiante se pose également dans les locaux du Secrétariat à New York, et qu'il faudrait le régler avant l'Assemblée du millénaire.

Il demande quel est l'état des travaux d'élimination de l'amiante au Siège et quels travaux sont prévus. Il voudrait aussi savoir pourquoi, lors de travaux effectués au trente-neuvième étage du bâtiment du Secrétariat, les lieux n'avaient pas été évacués et combien de cas de maladies liées à l'amiante ont été signalés au Service médical. Il souhaite des réponses par écrit.

28. Enfin, la délégation algérienne demande que l'Office des Nations Unies à Nairobi jouisse du même statut que les autres offices de l'ONU et qu'il soit doté des ressources nécessaires, notamment d'un service d'interprétation.

29. **M. Fox** (Australie) dit qu'il attache un grand intérêt aux travaux de la Commission de la fonction publique internationale sur le régime commun. Sa délégation est préoccupée par le taux élevé de postes vacants et pense que la solution réside dans l'élaboration d'une véritable vision stratégique plus que dans l'informatisation plus poussée du Bureau de la gestion des ressources humaines (chap. 27C). Il manque dans les documents budgétaires une vision stratégique de la réforme dont l'objectif serait de doter l'ONU d'un personnel plus efficace et plus flexible. Elle déplore le manque de clarté des passages du projet de budget relatifs à la formation, qui devrait constituer un élément de la stratégie à mettre en place. Elle constate également qu'il n'existe pas davantage de stratégie d'exploitation des nouvelles technologies de l'information au service de la gestion des ressources humaines. L'octroi de ressources supplémentaires doit être subordonné aux progrès qui seront réalisés dans ces domaines.

30. Abordant le chapitre 27D (Bureau des services communs d'appui), M. Fox réitère la préoccupation de son pays devant l'absence de démarche globale et coordonnée à long terme en ce qui concerne les investissements informatiques à l'ONU. L'absence de lien entre l'application des nouvelles technologies et la réforme est particulièrement inquiétante, à l'heure où il faudrait identifier les gains d'efficacité que l'informatique est censée générer.

31. **M. Yussuf** (République-Unie de Tanzanie) se demande pourquoi on a employé les termes «communications costs» puis «communications needs» au paragraphe 27C.15 dans la version anglaise du projet de budget-programme. Il demande en quoi consistent les fournitures spécialisées pour lesquelles un montant de 10 400 dollars est demandé au paragraphe 27C.17.

32. **M. Daka** (Zambie) s'associe à la déclaration faite par le représentant du Guyana au nom du Groupe des 77 et de la Chine et appuie les interventions des représentants de l'Ouganda et de l'Algérie. Il se demande comme eux pourquoi l'Organisation continue à avoir recours à une

seule agence de voyage et souligne que le Bureau de la gestion des ressources humaines devra beaucoup améliorer les procédures de recrutement, qui sont sans doute la cause du taux élevé de postes vacants dans l'Organisation.

33. **M. Sach** (Directeur de la Division de la planification des programmes et du budget), répondant aux questions des membres de la Commission, indique au sujet des services de secrétariat fournis à la Cinquième Commission et au CPC par le Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion (chap. 27A), que le montant des ressources allouées, qui n'a guère changé par rapport à l'exercice précédent, ne reflète en rien la valeur accordée à ces services, de l'intérêt desquels tout le monde a pleinement conscience.

34. Passant au chapitre 27B, M. Sach confirme que le Système intégré de gestion (SIG) ne comporte pas de module de budgétisation. Le Secrétariat utilise pour établir le budget d'anciens logiciels compatibles avec le Système intégré de gestion et qui devront être remplacés. Toutefois, il faudra d'abord que les modules 3 et 4 du SIG soient mis en place partout.

35. M. Sach signale que la version révisée du texte explicatif du chapitre 27C (A/C.5/54/17) ne porte que sur l'introduction du chapitre, le Secrétariat ayant estimé que le reste du texte, y compris les passages concernant la formation, était pour l'essentiel conforme à la résolution 53/221.

36. Le Secrétariat, qui se réjouit que les États Membres soient favorables au renforcement des activités de formation, prend bonne note de leurs critiques en ce qui concerne le manque de transparence des passages relatifs à la formation dans le chapitre 27C. Il s'efforcera d'être plus clair dans les projets de budget-programme des exercices ultérieurs. Les dépenses de communications mentionnées au paragraphe 27C.15 ont trait aux dépenses habituelles de courrier et de téléphone. Des précisions seront apportées en séance officielle au sujet des dépenses spéciales visées au paragraphe 27C.17.

37. En ce qui concerne l'agence de voyage installée dans les locaux du Siège (chap. 27D – Bureau des services communs d'appui), M. Sach dit que le montant du loyer versé par l'agence est l'un des éléments du marché qui est conclu avec elle, ce qui a permis à l'Organisation d'obtenir un loyer de 731 200 dollars, soit 208 dollars le pied carré, contre 30 dollars environ le pied carré pour les loyers de bureau du quartier. Lorsqu'il lance un nouvel appel d'offres, ce qui a été le cas à plusieurs reprises au fil des ans, le Secrétariat fait aussi un réel effort pour trouver une agence de voyage qui offrira les billets à des prix compéti-

tifs. La structure des prix des billets d'avion est toutefois complexe et le prix indiqué sur le billet ne reflète pas nécessairement le prix payé par l'ONU, dans lequel entrent des déductions ultérieures versées par l'agence en fonction du volume d'affaires traitées.

38. Le taux élevé de postes vacants au chapitre 27D n'est pas artificiel. Le recrutement s'est déroulé comme pour tous les autres chapitres, dans la plus grande transparence. Le rapport sur l'exécution du budget dira les raisons de ce taux élevé.

39. M. Sach précise que la Division de l'informatique et les services du Système intégré de gestion constituent deux entités distinctes au sein du Bureau des services centraux d'appui. Le Système intégré de gestion (SIG) n'est pas encore installé partout, mais le Secrétariat compte que les cinq modules auront été installés dans tous les lieux d'affectation avant la fin 2000. Le moment sera alors venu de se demander comment intégrer les services d'exploitation du SIG à la Division de l'informatique. Ce faisant, il faudra tenir compte du fait que le SIG dessert également le PNUD, l'OIT et l'UNICEF, et prévoir un arrangement qui permette d'imputer les coûts des services fournis à leurs bénéficiaires. Le chiffre de 2 000 utilisateurs augmentera lorsque le système sera installé dans tous les lieux d'affectation.

40. M. Sach dit qu'il répondra lors des consultations officielles aux questions relatives à la sécurité, à l'accès au système à disques optiques et à l'amiante. Concernant ce dernier point, il se renseignera sur les circonstances de l'incident mentionné en séance.

41. M. Sach précise que la suppression de postes à l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) n'entraînera pas de réduction de la capacité de l'Office. S'agissant de la réorganisation et du renforcement de l'Office des Nations Unies à Nairobi (ONUN), il rappelle que la réforme de l'ONUN comporte plusieurs phases, qui s'étagent sur plusieurs exercices biennaux.

42. **M. Ogada Jalomayo** (Ouganda) et **M. Moktefi** (Algérie) disent qu'ils demanderont plus de précisions sur la question de l'agence de voyage en consultations officielles.

43. **M. Moktefi** (Algérie) précise, au sujet de l'incident concernant l'amiante, que le Groupe des 77 a envoyé au Secrétariat une lettre qui est restée sans réponse.

44. La Présidente dit que s'il n'y a pas d'autres observations, elle considérera que la Commission a achevé l'examen en première lecture du chapitre 27 du projet de

budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 et souhaite renvoyer ce chapitre en consultations officieuses.

45. *Il en est ainsi décidé.*

Titre IX : Contrôle interne

Titre X : Activités administratives financées en commun et dépenses spéciales

46. **M. Mselle** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) note que le montant des prévisions de dépenses au titre du chapitre 28 (Contrôle interne) s'élève à 18,9 millions de dollars et le montant estimatif des fonds extrabudgétaires à 10,9 millions de dollars et que cinq postes supplémentaires sont demandés au budget ordinaire.

47. Se référant au paragraphe IX.4 du rapport du Comité consultatif, M. Mselle précise qu'il existe un mémorandum d'accord pour les services d'audit fournis par le Bureau des services de contrôle interne au HCR et au Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID). En revanche, tel n'est pas le cas pour les investigations des fonds et programmes. Cette situation tient au fait qu'il n'a pas été donné suite au rapport du Secrétaire général sur le renforcement des mécanismes de contrôle interne dans les fonds et programmes opérationnels (A/51/801). Tant qu'elle durera, aucun arrangement clair ne pourra être passé concernant le remboursement par les fonds et programmes des investigations conduites par le Bureau. Toujours au sujet du chapitre 28, M. Mselle dit que le Comité consultatif est favorable à la création des cinq postes demandés mais non au reclassement du poste d'assistant spécial du Secrétaire général adjoint de P-5 à D-1 (par. IX.5) Enfin, M. Mselle appelle l'attention de la Commission sur les observations formulées aux paragraphes IX.7 à IX.10 du rapport.

48. Passant au chapitre 29 (Activités administratives financées en commun), qui contient les crédits demandés pour couvrir les dépenses relatives à divers organes financés en commun, dont la Commission de la fonction publique internationale et le Corps commun d'inspection, M. Mselle renvoie aux paragraphes X.2 à X.6 du rapport du Comité consultatif. Le Comité estime qu'il convient d'indiquer plus clairement comment sont calculés les montants demandés et la part qui revient à l'Organisation. Il faut également veiller à ce que les montants demandés pour les secrétariats d'un certain nombre d'organes interinstitutions fassent l'objet des contrôles requis de la part des organes délibérants. Le Comité consultatif soulèvera ces questions lors des réunions qu'il aura avec les représentants des institutions spécialisées au sujet de la

coordination administrative et budgétaire entre l'ONU et les institutions spécialisées.

49. Il ressort des paragraphes X.5 et X.6 du rapport que le Secrétariat ne doit pas prendre de décisions sans avoir consulté au préalable les organismes concernés et obtenu des directives précises de la part des organes intergouvernementaux compétents.

50. Les paragraphes X.13 à X.16 du rapport concernent la part des coûts du Comité de coordination des systèmes d'information qui revient à l'ONU. Le Comité consultatif compte que la recommandation qu'il formule au paragraphe X.16 aboutira sans délai à un examen de l'efficacité de ce comité.

51. En ce qui concerne le chapitre 30 (Dépenses spéciales), le Comité consultatif recommande à nouveau, au paragraphe X.21, que le Secrétaire général étudie à l'échelle du système les incidences à long terme de la hausse des dépenses relatives à l'assurance maladie après la cessation de service. Au paragraphe X.23, il demande aussi au Secrétaire général de fournir dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2002-2003 des informations sur les incidences des recommandations énoncées par le Bureau des services de contrôle interne dans le document A/53/467.

52. Les paragraphes X.25 à X.27 du rapport sont consacrés à la sécurité du personnel et au rôle du Coordonnateur des Nations Unies pour les mesures de sécurité. Le Comité consultatif y prie instamment les organisations du système des Nations Unies de coordonner avec tout le soin voulu leurs activités de sécurité et de sûreté dans les lieux d'affectation hors siège, afin d'éviter que, par suite de contradictions entre les politiques, les activités et les directives des uns et des autres, la sécurité et la sûreté des fonctionnaires des Nations Unies et des membres de leur famille ne soient mises en péril. Il demande que le prochain projet de budget-programme contienne des renseignements détaillés, comme indiqué au paragraphe X.27, sur tous les programmes de sûreté et de sécurité mis en oeuvre par le système des Nations Unies.

Chapitre 28. Contrôle interne

53. La **Présidente** invite la Commission à examiner le chapitre 28 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 et précise que les recommandations pertinentes du Comité du programme et de la coordination figurent au paragraphe 453 du rapport du Comité (A/54/16).

54. **M. Barnwell** (Guyana), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que le Groupe attache une

grande importance au programme et appuie toutes les activités du Bureau des services de contrôle interne qui sont conformes aux règlements et règles en vigueur à l'Organisation et aux décisions de l'Assemblée générale, condition nécessaire pour garantir l'efficacité de son action et lui assurer la confiance des États Membres. Or, dans l'avant-propos et introduction du projet de budget-programme et dans le texte explicatif du chapitre 28 du projet de budget-programme, la formulation des fonctions du Bureau n'est pas toujours conforme au mandat de celui-ci, tel qu'il est défini dans la résolution 48/218 B de l'Assemblée générale. C'est le cas notamment du paragraphe 187 de l'introduction, où on peut lire que le Bureau «évalue la pertinence et l'efficacité des activités de l'Organisation», et des propositions énoncées aux paragraphes 28.3, 28.20, 28.21, 28.24 et 28.41 du chapitre 28. On voit mal, par exemple, en vertu de quel mandat le Bureau devrait suivre la mise en oeuvre du programme de réformes du Secrétaire général. Le Groupe rappelle que seules les réformes approuvées par l'Assemblée générale doivent être mises en oeuvre.

55. Le Groupe des 77 et la Chine souscrivent aux recommandations formulées par le CPC au paragraphe 453 de son rapport (A/54/16). Toutefois, ils souhaitent que le Président du CPC leur donne des éclaircissements sur l'alinéa b) du paragraphe 28.20 tel qu'il est reformulé par le Comité. Ils se demandent notamment si, au cas où l'Assemblée générale adopterait cette proposition, le Bureau des services de contrôle interne pourrait modifier le contenu des grands programmes. Par ailleurs, qu'entend le CPC par «grands programmes»?

56. Le Groupe note que le montant des crédits demandés au titre du Bureau des services de contrôle interne est passé de 13,8 millions de dollars en 1996-1997 à 20,7 millions de dollars en 2000-2001. Il ne semble pas que cet accroissement des ressources soit justifié, du fait que le contrôle interne n'est pas considéré comme une activité prioritaire dans le plan à moyen terme et que l'Assemblée générale n'a confié aucun nouveau mandat au Bureau depuis 1994, date de sa création.

57. Le Groupe souhaite par ailleurs savoir ce que le Secrétariat entend par «insuffisances au niveau de la délégation de pouvoirs» (par. IX.9 du rapport du CCQAB). De l'avis du Groupe, la délégation de pouvoirs doit se faire conformément à la résolution 53/221.

58. **M. Sareva** (Finlande) prend la parole au nom de l'Union européenne, ainsi que de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne, de la République tchèque, de la Roumanie, de la Slovaquie et de la Slovénie, pays associés d'Europe centrale et

orientale, de Chypre et de Malte, pays associés, et de l'Islande et de la Norvège, pays membres de l'Association européenne de libre-échange de l'Espace économique européen. Depuis la création du Bureau des services de contrôle interne, l'Union européenne a toujours apporté un ferme soutien à ses activités. Le regroupement des principales fonctions de contrôle – audit, conseils de gestion, inspection, suivi, évaluation et investigations – dans une structure unique répondait à la nécessité de renforcer le contrôle interne au sein de l'Organisation et de respecter le principe fondamental de l'indépendance opérationnelle.

59. Aux yeux de l'Union européenne, le Bureau des services de contrôle interne n'a pas pour mission de réduire le budget, mais d'optimiser l'utilisation des ressources de l'Organisation et l'exécution de ses programmes. L'expérience a montré que le Bureau a non seulement permis à l'Organisation d'économiser de l'argent et d'en recouvrer (l'équivalent du double du coût des investigations), mais surtout de faire évoluer la culture de gestion. Il a contribué pour beaucoup à faire de l'Organisation une structure plus adaptée, plus efficace, plus responsable et plus transparente. Comme l'a fait observer le représentant de la Norvège lors du débat général sur le projet de budget-programme, le contrôle interne n'étant pas un programme, on ne peut lui affecter un rang de priorité, mais c'est un puissant outil d'amélioration de la gestion dont dispose le Secrétaire général dans l'exécution des programmes prioritaires.

60. Sous la direction de M. Paschke, le Bureau a pleinement répondu aux attentes des États Membres telles qu'énoncées dans la résolution 48/218 B de l'Assemblée générale. L'Union européenne ne doute pas qu'il continuera dans cette voie, et estime qu'il doit être doté des ressources nécessaires pour s'acquitter de son mandat.

61. L'Union européenne souscrit donc aux propositions du Secrétaire général, approuvées par le CCQAB, concernant la création de nouveaux postes. Elle prend note des observations du Comité consultatif (par. IX.5 du rapport du Comité) concernant les reclassements proposés et attend des explications à ce sujet en consultations officielles. Par ailleurs, les crédits demandés pour la Section des investigations sont à son avis insuffisants.

62. **M. Moktefi** (Algérie), s'associant à la déclaration faite par le Guyana au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que sa délégation reconnaît l'importance du contrôle interne et appuie les activités menées à ce titre, mais rappelle qu'elles ne sont pas considérées comme prioritaires dans le plan à moyen terme. Il s'interroge sur la nécessité d'augmenter de 5,3 % les crédits demandés au titre de ce chapitre au budget ordinaire, alors que les

ressources proposées pour certaines activités prioritaires sont restées stables. Il en va de même des ressources extrabudgétaires, en augmentation dans ce chapitre et en diminution ailleurs.

63. De l'avis de la délégation algérienne, il ne faudrait pas que le Bureau des services de contrôle interne devienne une structure administrative lourde et bureaucratique, qui consomme toujours davantage de ressources, alors qu'il a justement pour fonction de faire faire des économies à l'Organisation. Certaines des activités du Bureau sont en effet financées par d'autres chapitres du budget-programme. C'est ainsi que les frais de voyage afférents à la vérification des comptes de certaines opérations de maintien de la paix sont pris en charge par l'opération concernée.

64. La délégation algérienne pense, comme le Comité consultatif au paragraphe IX.5 de son rapport, que le reclassement de P-5 à D-1 du poste d'assistant spécial du Secrétaire général adjoint ne se justifie pas. Elle approuve la recommandation formulée par le Comité consultatif au paragraphe IX.7 de son rapport, selon laquelle il faudrait mettre en place des procédures de coordination entre les différentes unités du Bureau afin qu'il puisse fonctionner plus efficacement. Appelant l'attention sur la demande qui est faite au Bureau de suivre la mise en oeuvre du programme de réformes, la délégation algérienne souligne que le Bureau ne saurait assurer le suivi d'autres réformes que celles qui ont été formellement approuvées par l'Assemblée générale.

65. **M. Odaga Jalomayo** (Ouganda) déclare que sa délégation s'associe à la déclaration du Guyana au nom du Groupe des 77 et de la Chine. Elle pense notamment qu'il est important que le Bureau des services de contrôle interne mène ses activités dans le cadre de son mandat et conformément aux décisions de l'Assemblée générale.

66. Selon la délégation ougandaise, il est essentiel que le Bureau emploie du personnel qualifié et expérimenté dans tous ses services pour pouvoir s'acquitter efficacement de son mandat, ce qui ne semble pas toujours être le cas. Constatant que le Bureau a son propre organe des nominations et des promotions (par. 28.10 du projet de budget-programme), elle souhaiterait savoir dans quelle mesure cet organe a aidé le Bureau à pourvoir les postes vacants.

67. Elle approuve la création de nouveaux postes mais souscrit aux vues exprimées par le Comité consultatif au paragraphe IX.5 de son rapport concernant les reclassements. Elle partage aussi le point de vue exprimé au paragraphe IX.7, à savoir que le Bureau ne doit pas être doté d'une structure trop lourde et trop complexe. À cet

égard, l'Ouganda pense qu'on pourrait prendre exemple sur le Comité des commissaires aux comptes, qui est un des organes de contrôle les plus efficaces dont l'ONU soit dotée. L'important est que le Bureau dispose d'un noyau de personnel très qualifié et expérimenté qui s'acquitte de ses tâches avec efficacité.

68. **M. Repasch** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation accueille avec satisfaction le projet de budget et le programme de travail du Bureau des services de contrôle interne pour l'exercice biennal 2000-2001 et approuve les recommandations du CPC au sujet du chapitre 28. Depuis sa création, il y a cinq ans, le Bureau est devenu un outil efficace aux mains du Secrétaire général et de ses directeurs de programme. Se fondant sur les résultats d'évaluations indépendantes et objectives, les directeurs de programme peuvent désormais s'acquitter de leurs mandats de façon plus efficace et en utilisant au mieux les ressources dont ils disposent.

69. Sous la direction de M. Paschke, le Bureau a aussi entrepris de mettre au jour les cas de fraude, de gaspillage et de détournement de fonds, et a permis à l'Organisation, rien qu'au cours de l'année écoulée, de recouvrer des sommes d'argent ou de réaliser des économies à hauteur de 37 millions de dollars, dont 23 millions ont été effectivement encaissés. Mais surtout, le Bureau est un puissant facteur de dissuasion.

70. La délégation américaine prend note des observations du Comité consultatif au paragraphe IX.5 de son rapport et souhaiterait que le Comité consultatif précise par écrit les critères sur lesquels il se fonde. Elle prend note également des renseignements complémentaires donnés par le Président du Comité consultatif en ce qui concerne les procédures de remboursement du coût des services fournis aux fonds et programmes. Elle comprend certes la nécessité de ces arrangements, mais tient à souligner qu'ils n'ont aucune incidence sur les pouvoirs du Bureau vis-à-vis de ces fonds et programmes. Ces pouvoirs sont clairement définis dans la résolution 48/218 B, ainsi que dans un avis juridique rendu par le Bureau des affaires juridiques de l'ONU.

71. **Mme Silot Bravo** (Cuba) dit que sa délégation s'associe à la déclaration faite par le Guyana au nom du Groupe des 77 et de la Chine. Réaffirmant l'attachement de sa délégation au renforcement des activités de contrôle interne, elle juge néanmoins essentiel que les organes intergouvernementaux aient leur mot à dire concernant les mesures à prendre.

72. La délégation cubaine appelle l'attention sur le fait que les mesures de réforme sont mentionnées à plusieurs

reprises dans le texte explicatif du chapitre 28, comme si le Bureau des services de contrôle interne était doté d'un mandat précis concernant le suivi des mesures de réforme. Elle rappelle que le programme de travail du Bureau doit être conforme aux priorités établies par les États Membres et que le programme de réformes n'ayant pas été entièrement approuvé, il aurait fallu éviter toute référence à ce programme.

73. La délégation cubaine partage la préoccupation des délégations au sujet de l'accroissement des ressources proposées pour les activités de contrôle interne, alors que celles-ci ne figurent pas parmi les priorités du plan à moyen terme, d'autres priorités en revanche n'ayant pas toujours été respectées. Elle souligne que le plan à moyen terme reste la principale directive de politique générale pour l'établissement du budget et la répartition des ressources entre chapitres. La même remarque vaut pour l'augmentation du nombre de postes proposée au chapitre 28. Là encore, les activités de contrôle interne semblent bénéficier d'un traitement de faveur par rapport à d'autres programmes pourtant prioritaires dans le plan à moyen terme. Elle pense qu'il serait bon d'adopter une approche prudente pour ce qui est de la création de postes et d'examiner les besoins réels du Bureau. La délégation souscrit aux observations formulées par le Comité consultatif au paragraphe IX.5 de son rapport.

74. Comme plusieurs délégations l'ont souligné au sein du CPC, il serait bon d'harmoniser les textes explicatifs avec le texte du plan à moyen terme. C'est le cas en particulier de la présentation des activités du Groupe de l'évaluation centrale et de la Division de l'audit et du conseil de gestion. De même, les réalisations escomptées doivent correspondre aux objectifs du programme et à ceux qui sont énoncés dans le plan à moyen terme.

75. Pour conclure, la délégation cubaine, considérant que le Bureau des services de contrôle interne doit donner l'exemple en matière d'efficacité et d'économies, s'étonne que les ressources demandées au chapitre 18 continuent d'augmenter.

76. **M. Orr** (Canada) appelle l'attention de la Commission sur le fait que les services d'appui administratif et les services de conférence, par exemple, n'ont pas été désignés parmi les priorités, en dépit du fait qu'ils représentent environ la moitié du budget. Compte tenu des nouveaux mandats confiés, depuis 1994, à l'Organisation et, en particulier, au Bureau des services de contrôle interne, il est normal que les dépenses afférentes aux activités de contrôle augmentent progressivement à chaque exercice biennal, sur la base de l'expérience acquise. Les priorités fixées dans le plan à moyen terme ne doivent pas être le

seul critère à cet égard. La délégation canadienne pense qu'il est important que le Bureau des services de contrôle interne soit doté de ressources suffisantes, et estime que l'augmentation demandée est pleinement justifiée.

77. Par ailleurs, le représentant du Canada rappelle que les honoraires des commissaires aux comptes ne sont pas à la charge de l'Organisation. Il ne comprend donc pas comment on peut comparer le budget du Comité des commissaires aux comptes à celui du Bureau des services de contrôle interne.

78. **M. Takahara** (Japon) dit que sa délégation, qui attache une grande importance aux fonctions de vérification tant interne qu'externe, appuie les propositions contenues dans le chapitre 28. Elle tient toutefois à formuler quelques observations en vue d'améliorer la planification du processus budgétaire et l'organisation du travail du Secrétariat.

79. La délégation japonaise souhaiterait savoir où en sont l'autocontrôle et l'auto-évaluation évoqués au paragraphe 28.3 du projet de budget, et savoir en particulier dans quelle mesure les résultats de ces activités sont pris en compte lors de l'élaboration du projet de budget.

80. La délégation japonaise appuie la demande formulée par le Comité consultatif au paragraphe IX.4 de son rapport, selon laquelle des informations supplémentaires devraient être présentées dans le prochain projet de budget-programme sur le remboursement du coût des services aux fonds et programmes pour lesquels il n'existe actuellement pas de mémorandum d'accord. Elle demande si l'inscription au budget du poste de responsable de la planification et du suivi en raison des fonctions essentielles qui y sont attachées (par. 28.12 du projet de budget) présente un caractère d'urgence et voudrait connaître les raisons pour lesquelles il est proposé de créer le poste à la classe P-5 plutôt qu'à une classe inférieure (par. IX.5 du rapport du Comité consultatif).

81. En ce qui concerne les ressources prévues au titre des voyages (par. 28.15 du projet de budget), la délégation japonaise estime que l'augmentation substantielle des dépenses prévues doit être justifiée par une importante augmentation d'activité. Enfin, la délégation japonaise compte que les «insuffisances en matière de contrôle de gestion dont se ressent l'Organisation dans son ensemble», qui sont mentionnées au paragraphe 28.40 du projet de budget et au paragraphe IX.9 du rapport du Comité consultatif, seront identifiées et que des mesures seront prises pour y remédier.

82. **M. Yussuf** (République-Unie de Tanzanie) s'associe à la déclaration faite par le Guyana au nom du Groupe des

77 et de la Chine, et, évoquant les incidences financières des recommandations du Bureau des services de contrôle interne, dit que sa délégation souhaiterait que le Directeur du budget lui indique, au cours des consultations officielles, le montant des dépenses que chaque organe ayant fait l'objet d'un audit a dû engager pour donner suite aux recommandations du Bureau.

83. **M. Sial** (Pakistan), s'associant à la déclaration faite par le Guyana au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que sa délégation attache une grande importance au chapitre 28, et appuie pleinement les activités de contrôle interne menées conformément aux règlements et règles de l'Organisation et aux décisions de l'Assemblée générale. Elle espère toutefois que les problèmes constatés par les États Membres depuis la création du Bureau des services de contrôle interne seront surmontés d'ici à la fin du prochain exercice biennal.

84. Soulignant que l'existence du Bureau doit se traduire par une utilisation plus prudente des ressources, la délégation pakistanaise constate avec inquiétude que non seulement les ressources demandées par le Bureau des services de contrôle interne sont en augmentation, mais que d'autres services demandent des ressources supplémentaires pour donner suite aux recommandations du Bureau. C'est ainsi que se justifierait par exemple le reclassement à P-4 d'un poste d'agent du Service mobile (par. V.38 du rapport du Comité consultatif). La délégation pakistanaise signale par ailleurs plusieurs erreurs typographiques et incohérences entre le rapport du Comité consultatif et le projet de budget-programme et demande au Secrétariat de les corriger. Elle souhaite, à ce propos, rappeler que le budget ne devrait pas être publié sous forme de volumes reliés avant d'avoir été approuvé par l'Assemblée générale.

85. La délégation pakistanaise souhaite, comme la délégation des États-Unis, que le Comité consultatif indique les critères généraux sur la base desquels il formule ses recommandations concernant les postes. Elle espère aussi que le Secrétariat fera savoir pour quelles raisons les économies identifiées et mentionnées dans le rapport annuel du Bureau des services de contrôle interne (A/54/393) ne sont pas reflétées dans le rapport sur l'exécution du budget. Elle partage enfin l'avis du Canada selon lequel le Bureau doit être doté de ressources suffisantes, précisant toutefois qu'il s'agit là d'une question d'appréciation.

86. **M. Fox** (Australie) dit que sa délégation considère le contrôle interne comme une fonction essentielle du Secrétaire général et qu'à ce titre elle approuve la demande de ressources supplémentaires formulée par le Secrétaire général pour les activités de contrôle interne dans son

allocution du 27 octobre devant la Commission. Il s'agit à ses yeux d'un investissement qui rapportera à l'Organisation des avantages bien supérieurs aux dépenses engagées aujourd'hui.

87. **M. Monthe** (Président du Comité du programme et de la coordination), répondant aux remarques du représentant du Guyana concernant l'alinéa b) du paragraphe 28.20 du projet de budget-programme, que le CPC recommande de modifier (par. 453, alinéa b) du rapport du CPC), explique que le CPC a simplement repris le libellé des alinéas a) et b) de l'article 7.1 du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, car c'est ce texte qui fait autorité dans le domaine de l'évaluation, thème du sous-programme 1, dont il est question dans le paragraphe 28.20. Les mots «grands programmes» renvoient aux grands domaines d'activité de l'ONU, qui sont repris dans le budget-programme.

88. Les alinéas a) et b) de l'article 7.1 du Règlement doivent être interprétés à la lumière de l'article 7.4 qui met les États Membres en mesure d'apporter aux programmes toutes les modifications qu'ils souhaitent. Il n'est donc pas à craindre que le Secrétariat prenne l'initiative de changements. Toutes les modifications apportées le sont dans le cadre du règlement fixé. En outre, les propositions de modifications qui émanent du Secrétaire général, sont soumises au CPC, au Comité consultatif ou au Comité des conférences, selon le cas. Cette question préoccupe à juste titre les États Membres étant donné qu'en vertu du paragraphe 4 de la section II de la résolution 37/234 de l'Assemblée générale, les textes explicatifs du projet de budget-programme, une fois ce dernier adopté, constituent des engagements en fonction desquels l'exécution du programme sera évaluée.

89. **M. Sach** (Directeur de la Division de la planification des programmes et du budget), notant les préoccupations exprimées par les représentants au sujet du texte explicatif du projet de budget-programme et des recommandations du CPC, dit que l'on s'est efforcé, lors de la rédaction du projet de budget-programme, de rester très près du libellé du plan à moyen terme, ce qui est conforme aux dispositions de la résolution 48/218 de l'Assemblée générale.

90. Pour ce qui est du remboursement du coût des services fournis par le Bureau des services de contrôle interne (A/57/7, par. IX.4), M. Sach précise que toutes les sommes versées à ce titre sont prises en compte dans le projet de budget-programme, mais que les fonds et programmes effectuent parfois des remboursements en nature, qui sont difficiles à faire apparaître dans le projet de budget. Il

espère cependant que l'on pourra apporter davantage de précisions à ce sujet dans le prochain projet de budget-programme.

91. À propos du reclassement du poste qui était jusqu'à présent occupé par du personnel fourni à titre gracieux (par. IX.5), M. Sach donne l'assurance que le niveau de responsabilité du poste justifie la classe demandée. Pour ce qui est des critères de reclassement des postes, M. Sach dit que tous les postes sont classés sur la base de la norme-cadre de la Commission de la fonction publique internationale. Celle-ci ne constitue toutefois pas un critère suffisant. Il arrive que pour assurer la meilleure utilisation des ressources disponibles, le Secrétaire général, le Comité consultatif et parfois la Cinquième Commission décident de ne pas s'en tenir strictement à la norme-cadre.

92. S'agissant des recommandations du Bureau des services de contrôle interne, M. Sach dit que dans son rapport annuel, le Bureau présente des estimations des économies qui devraient résulter de l'application de ses recommandations. Il explique que dans bien des cas ces montants estimatifs concernent non pas des économies pouvant être réalisées sur les prévisions de dépenses inscrites au budget au moment où il formule sa recommandation, mais des dépenses qui pourraient être évitées dans l'avenir, puisque le rôle du Bureau est de parer aux risques d'expansion budgétaire. Il n'est pas possible d'identifier après coup tous les éléments qui interviennent et en outre les économies recherchées ne sont souvent réalisées qu'au bout d'un certain temps. À l'heure actuelle, le Bureau fait ses estimations indépendamment du processus budgétaire.

93. Concernant le reclassement à P-4 d'un poste d'agent du Service mobile à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (par. V.38), M. Sach explique que si l'on se reporte au tableau 17.24 du projet de budget-programme, on voit d'une part qu'un poste d'agent du Service mobile disparaît en 2000-2001 et, d'autre part, que le nombre de postes P-3/4 passe de 38 à 37. Cependant, comme indiqué au paragraphe 17.115, un poste P-4 et un poste P-3 étant, l'un reclassé, l'autre redéployé, on comprend que les effectifs soient réduits de 38 à 37 malgré le reclassement du poste d'agent du Service mobile.

94. Concernant l'autoévaluation à laquelle doivent se livrer régulièrement les directeurs de programme conformément aux directives qui leur sont données par le Bureau des services de contrôle interne (par. 28.3 du projet de budget-programme), M. Sach explique que si les conclusions de ces évaluations peuvent parfois déboucher immédiatement sur des mesures, dans d'autres cas, les directeurs de programme doivent, pour y donner suite, faire des propositions pour l'exercice budgétaire suivant. Ces

propositions sont dûment prises en compte dans les chapitres correspondants du projet de budget-programme même si leur origine n'est pas précisée.

95. **M. Sial** (Pakistan), Vice-Président, prend la présidence.

96. **M. Repasch** (États-Unis d'Amérique) dit que ce qu'il veut savoir ce sont les critères sur lesquels se fonde le Comité consultatif pour évaluer les propositions du Secrétariat concernant les reclassements de postes. Il insiste pour avoir des explications par écrit avant les consultations officielles.

97. **M. Barnwell** (Guyana) souhaite que l'on revienne au cours des séances officielles sur la question qu'il avait posée au sujet des insuffisances au niveau de la délégation de pouvoirs (A/54/16, par. IX.9).

98. **Mme Silot-Bravo** (Cuba) constate qu'un examen approfondi de certaines questions s'impose en séance officielle. La question des liens entre l'établissement du prochain budget-programme et les priorités énoncées dans le plan à moyen terme mérite d'être examinée de plus près, peut-être même comme une question distincte. Pour ce qui est de l'interprétation du Règlement et des Règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation, la délégation cubaine insiste sur le fait que la révision des objectifs et la modification de la teneur des programmes est la prérogative des États Membres et que le Secrétariat joue un rôle accessoire à cet égard. Cette question devrait être examinée de plus près lors des consultations officielles.

99. La **Présidente** dit que s'il n'y a pas d'autres observations, elle considérera que la Commission a achevé l'examen en première lecture du chapitre 28 du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001 et souhaite renvoyer ce chapitre en consultation officielle.

100. *Il en est ainsi décidé.*

Chapitre 29. Activités administratives financées en commun

101. La **Présidente** invite le Président du Corps commun d'inspection à prendre la parole, en vertu de l'article 20 du Statut du Corps commun.

102. **M. Ouedraogo** (Président du Corps commun d'inspection) dit que, conformément à la politique de croissance zéro du Corps commun pour l'exercice biennal 2000-2001, le montant total des prévisions de dépenses avant réévaluation des coûts demeure inchangé par rapport au montant des crédits ouverts pour l'exercice 1998-1999,

soit 7 863 100 dollars (tableau 29.6 du projet de budget-programme). Rappelant que les ressources en personnel affectées au Corps commun d'inspection sont les mêmes depuis 1968, M. Ouedraogo espère que la possibilité d'une augmentation pourra être envisagée dans un proche avenir avec le plein appui de la Cinquième Commission, comme le Corps commun l'a déjà demandé.

103. M. Ouedraogo fait observer que la part des dépenses du Corps commun à la charge de l'ONU devrait passer de 19,95 % au cours de l'exercice 1998-1999 à 33,80 % pour l'exercice 2000-2001, ce qui représenterait un montant de 2 657 800 dollars (tableau 29.8), si l'Assemblée générale approuve la proposition du Secrétaire général d'inclure de nouveau dans la part de l'ONU la part de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et celle du Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR). Il rappelle, comme l'a noté le Comité consultatif au paragraphe X.5 de son rapport, le Secrétariat avait décidé, qu'à partir de l'exercice biennal 1996-1997, l'ONU ne prendrait plus à sa charge la part de ces deux organismes, sans que l'Assemblée générale ni les organismes considérés l'y aient autorisée.

104. M. Ouedraogo rappelle que l'indépendance du Corps commun risque d'être compromise par le fait que ses propositions de budget initiales sont soumises aux secrétariats des organisations participantes avant d'être présentées à l'Assemblée générale. Il précise que si cette pratique est conforme au paragraphe 1 de l'article 20 de son statut, ce même article stipule aussi que le projet de budget est soumis à l'Assemblée avec les rapports correspondants du Comité administratif de coordination et du Comité consultatif. L'idée est donc de permettre aux secrétariats de donner leur avis mais de laisser le dernier mot à l'Assemblée générale. Lorsqu'elle examine le projet de budget du Corps commun, la Cinquième Commission n'est jamais saisie des propositions initiales du Corps commun ni du rapport du CAC.

105. La Président du Corps commun suggère que, suivant la solution adoptée pour le Comité consultatif au tableau 1.8 du projet de budget-programme et pour la Commission de la fonction publique internationale au tableau 29.3, on fasse figurer dans le tableau des prévisions de dépenses du Corps commun par objet de dépenses (tableau 29.6) une rubrique intitulée «rémunération de non-fonctionnaires». Ainsi, on ne risquera pas de penser que le montant des crédits demandés sous la rubrique «postes» – qui dans le présent projet de budget-programme comprend aussi les émoluments des inspecteurs – couvre uniquement les dépenses correspondant au nombre de postes permanents

indiqué dans le tableau relatif aux postes nécessaires (tableau 29.7).

106. Dans son rapport sur l'examen du Comité administratif de coordination et de ses mécanismes (A/54/288), le Corps commun a recommandé que l'Assemblée générale examine, par l'intermédiaire du Comité consultatif, puis approuve, au nom du système des Nations Unies, le montant total des budgets proposés pour toutes les activités administratives financées en commun et pas seulement pour la CFPI et le Comité consultatif. Comme il est expliqué au paragraphe 100 de ce même rapport, pour chaque activité financée en commun, les membres du CAC se mettent d'accord sur la répartition des dépenses entre les organisations participantes sans que les organes directeurs de ces organisations contestent la part qui leur est impartie et sans supervision des organes délibérants alors que la répartition des dépenses entraîne pour les États Membres des engagements tout aussi contraignants que ceux qui résultent du barème des contributions au budget global des différentes organisations. Le Corps commun approuve donc la recommandation formulée par le Comité consultatif au paragraphe X.4 de son rapport à savoir que le montant total des prévisions de dépenses devrait être indiqué pour chacune des activités administratives financées en commun, afin que l'Assemblée générale

puisse les examiner au nom de l'ensemble du système des Nations Unies, conformément au paragraphe 3 de l'Article 17 de la Charte.

La séance est levée à 13 heures.